



Raniero Panzieri

Capitalisme et machinisme

[Quaderni Rossi N°1, 1961]

Selon Marx, on le sait, la coopération simple se présente historiquement au début du procès de production capitaliste. Mais cette figure simple n'est qu'une forme particulière de la coopération comme forme fondamentale de la production [1] : « La forme capitaliste présuppose dès le début l'ouvrier salarié libre, qui vend sa force de travail au capital ».

Mais l'ouvrier, qui possède et vend sa force de travail, n'entre en rapport avec le capital que comme un individu isolé. La coopération, le rapport réciproque des ouvriers « commence seulement dans le procès de travail, mais, dans celui-ci, ils ont déjà cessé de s'appartenir.

Dès qu'ils y entrent, ils sont incorporés au capital. En coopérant, en étant les membres d'un organisme opérant, ils ne sont même qu'un mode d'existence particulier du capital. (« La force productive que des salariés déploient en fonctionnant comme travailleur collectif est, par conséquent, force productive de capital » [2].)

La force de production sociale du travail se développe gratuitement dès que les ouvriers sont placés dans certaines conditions ; et le capital les place dans ces conditions.

La production capitaliste se réalise dans ses différents stades historiques sous la forme d'une division toujours croissante du travail, dont l'usine est le lieu principal

« Dans la manufacture, la division du travail a opposé les puissances intellectuelles de la production aux ouvriers comme quelque chose qui ne leur appartient pas, comme un pouvoir qui les domine.

Cette scission commence dans la coopération simple, où le capitalisme représente vis-à-vis du travailleur isolé, l'unité et la volonté du travailleur collectif ; elle s'achève dans la grande industrie qui fait de la science une force productive indépendante du travail et l'enrôle au service du capital [3].

La technologie se développe entièrement à l'intérieur de ce procès capitaliste. La manufacture où le travail demeure morcelé se fonde encore sur l'habileté artisanale ; « et le capital lutte continuellement contre l'insubordination des ouvriers, car, dans la manufacture, le mécanisme global n'a pas d'ossature objective indépendante des travailleurs eux-mêmes ».

La manufacture se fonde donc sur une technique étroite, qui entre en conflit avec les exigences de la

production qu'elle a elle-même créées [4].

L'utilisation des machines sur une grande échelle marque le passage de l'ère de la manufacture à celle de la grande industrie.

« D'une part, on n'eut plus besoin, pour des raisons techniques, de vouer sa vie durant le travailleur à une fonction partielle ; d'autre part, on vit tomber les barrières que ce principe lui-même opposait encore à la puissance du capital [5]. »

En s'annexant la technologie, le capitalisme détruit « le vieux système de division du travail » et en même temps le renforce : « Il s'en empare pour le consolider et le reproduire sous une forme encore plus repoussante, comme moyen systématique d'exploitation ».

De la spécialité qui consistait à manier sa vie durant un outil parcellaire on passe à la spécialisation : servir sa vie durant une machine partielle. On ne diminue pas seulement ainsi de façon considérable les frais nécessaires à la reproduction de l'ouvrier : on finit par le rendre complètement dépendant de l'usine, et partant, du capital.

Les progrès de la technologie constituent donc le mode d'existence même du capital ; ils sont son mouvement d'expansion lui-même. « La facilité même du travail se transforme en moyen de torture, car la machine ne délivre pas l'ouvrier du travail, mais enlève son sens à ce travail.

C'est un phénomène que l'on retrouve dans toute la production capitaliste en tant qu'elle n'est pas seulement création de choses mais création de plus-value ; ce n'est pas l'ouvrier qui emploie la condition de travail, mais la condition de travail qui emploie l'ouvrier ; seules les machines donnent à ce renversement une réalité technique.

En se transformant en automate, le moyen de travail s'oppose à l'ouvrier au cours du travail lui-même comme du capital, du travail mort qui domine et pompe sa force de travail vivante [6]. »

L'usine mécanisée établit en puissance la domination que les producteurs associés exercent sur le travail. Mais quand, dans l'usine moderne, le capitalisme applique le machinisme, « c'est l'automate lui-même qui est le sujet, et les ouvriers ne sont coordonnés à ces organes inconscients qu'à titre d'éléments conscients subordonnés eux aussi à la force motrice centrale [7]. »

On peut donc dire, entre autres, que :

1) en employant les machines, le capitalisme détermine le développement technologique et ne représente pas simplement une déviation dans un mouvement « objectif » en lui-même rationnel.

2) « la science, les énormes forces naturelles et le travail social de masses... s'incarnent dans le machinisme et ... constituent avec ce dernier le pouvoir du « patron » [8].

« Donc, se dressant en face de l'ouvrier individuel, les progrès technologiques se manifestent comme des progrès du capital : « comme capital, et en tant que telle, la machine automatique trouve sa conscience et sa volonté dans la personne du capitaliste » [9]. « Dans le cerveau du Maître, son monopole sur les machines se confond avec l'existence de ces machines [10]. »

Au fur et à mesure que l'industrialisation s'empare de stades technologiques toujours plus avancés,

l'autorité du capitaliste s'accroît. Car, plus le capitaliste emploie de moyens de production qui s'opposent à l'ouvrier, plus le contrôle qu'il exerce doit être absolu.

Le plan capitaliste est la figure idéale qui oppose aux ouvriers salariés « l'enchaînement de leurs différents travaux » ; « le plan est l'expression pratique de l'autorité capitaliste, puissance d'une volonté étrangère » [11].

La planification est donc étroitement liée, dans le capitalisme, à un emploi toujours croissant des machines. L'élaboration toujours plus grande d'un plan comme instrument de despotisme, correspond dans la direction capitaliste à l'accroissement de la coopération, du procès de travail social.

Le capital affirme toujours davantage son pouvoir en tant que « législateur privé ». La planification est son despotisme. La « caricature capitaliste de la régulation sociale du travail » [12].

Les transformations du capitalisme dans l'ordre de la technique et de l'organisation et les interprétations « objectivistes »

Marx analyse la division du travail dans le système de la grande industrie à direction capitaliste ; il met à l'œuvre une méthode dont nous nous servons pour réfuter les diverses idéologies « objectives » qui reflorissent sur le terrain des progrès technologiques (en particulier en ce qui concerne l'automatisation).

Le développement capitaliste de la technique accroît toujours plus le contrôle exercé par le capital, à travers les divers phases de rationalisation, de formes toujours plus raffinées d'intégration, etc.

Le facteur fondamental de cette évolution est l'augmentation croissante du capital constant par rapport au capital variable. Le capitalisme contemporain passe, on le sait, par des monopoles ou des oligopoles qui étendent démesurément la planification de l'usine au marché, puis à la sphère extérieure de la société.

Il n'y a aucun facteur « objectif », occulte, qui, caché dans le développement technologique ou le plan de la société capitaliste actuelle, garantirait la transformation « automatique » ou le renversement « nécessaire » des rapports existants.

Par les nouvelles « bases techniques » de la production qu'il a peu à peu atteintes, le capitalisme a des possibilités nouvelles de consolider son pouvoir. Certes, il y a en même temps de plus en plus de possibilités de renverser le système. Mais elles coïncident avec la force de subversion de l'« insubordination ouvrière » ; la mise en question devient totale quand elle s'adresse au mécanisme « objectif » et de plus en plus autonome du capital.

Les idéologies « objectivistes », « économistes », sont donc les plus intéressantes quant aux problèmes posés par les progrès technologiques et l'organisation de l'entreprise. Nous pensons évidemment ici aux positions qui s'expriment à l'intérieur du mouvement ouvrier et non aux idéologies néo-capitalistes.

Le syndicat de classe essaye depuis quelques années de lutter contre les vieilles cristallisations idéologiques en reconnaissant la « réalité nouvelle » du capitalisme contemporain.

A juste titre, il prête attention aux transformations qui accompagnent la phase technologique et économique actuelle, mais il s'en fait une représentation fautive : toute une série de prises de positions et de recherches les voient sous une forme « pure », idéalisée, dépouillée de leur relation concrète avec les éléments généraux et déterminants (de pouvoir) de l'organisation capitaliste [13]. Le syndicat a une attitude ambiguë.

Il transforme en une période de transition la rationalisation, qui morcelle à l'extrême et vide de son contenu le travail de l'ouvrier ; période « douloureuse » certes mais nécessaire, et qui conduit à la « recombinaison unitaire des travaux morcelés ».

Et il reconnaît pourtant que, moins on fait appel au travail vivant dans la production, plus on augmente le capital constant, et que cela mène à un cycle ininterrompu tout comme à « une interdépendance intérieure et extérieure toujours plus profonde : au sein d'une unité de production, le poste de travail et le travailleur ne peuvent être considérés que comme parties d'un ensemble pour ainsi dire organique ; de même toute unité de production ainsi que son comportement sont très étroitement interdépendants de tout le corps économique » [14] (Silvio Leonardi).

On prend ainsi des traits nouveaux de l'organisation capitaliste pour des stades de croissance d'une « rationalité » objective. C'est ainsi, par exemple, que l'on soulignera la fonction positive, rationnelle, du M.T.M. en disant que « le technicien, en visant les temps, est obligé de faire une étude des méthodes » [15].

Ou bien : on oublie complètement à quel point le fait « qu'un ouvrier ou un groupe d'ouvriers ne corresponde pas à ce que le plan de production de l'usine lui demande » [16] peut briser le rythme de production dans la grande usine moderne « dont la production est planifiée et se réalise à flux continu » ; on souligne par contre la nécessité (rationnelle évidemment) du « soi-disant rapport « moral » qui unit les chefs d'entreprises aux travailleurs et qui est la condition et le but de ce que l'on appelle les « relations humaines », parce qu'on peut justement établir à partir de lui une collaboration.

En effet, « le mouvement par lequel l'ouvrier s'intègre à l'entreprise doit correspondre au mouvement d'intégration de la production ; son intégration doit être volontaire, car nulle contrainte, nulle discipline ne peuvent obtenir qu'un homme renonce à la liberté, celle par exemple de produire un jour un peu plus et un jour un peu moins », etc. [17].

De sorte que ce mouvement (les « relations humaines ») ne pourra prendre fin qu'au moment où on en aura assimilé la partie positive : les syndicats doivent simplement « intervenir pour briser certaines déformations dangereuses (mainmise de l'usine) qui sont étroitement liées aux « relations humaines » elles-mêmes » [18].

On accepte donc quant au fond le procès d'intégration, on y voit une nécessité intrinsèque de la production « moderne » ; on veut simplement rectifier les « déviations » que le capitalisme pourrait y introduire. L'organisation « fonctionnelle » de la production elle-même n'apparaît que sous une forme sublimée, uniquement technologique, comme si on avait sauté à pieds joints sur la hiérarchisation qui caractérisait les phases de mécanisation précédentes.

On ne soupçonne même pas que le capitalisme pourrait se servir des « bases techniques » nouvelles

offertes par la mécanisation à outrance (et l'automatisation) pour continuer et consolider la structure despotique qui pèse sur l'organisation de l'usine ; tout le progrès de l'industrialisation semble dominé par une fatalité « technologique » qui libère l'homme des « limitations que lui -imposent son milieu et ses possibilités physiques ».

La même forme « technique », « pure », recouvre la « rationalisation administrative », l'énorme croissance des fonctions d' « organisation tournée vers l'extérieur » : on voit ainsi le capitalisme sous un jour technologique et idyllique, et on n'établit aucun rapport entre les progrès et les transformations que nous avons mentionnés et les contradictions du capitalisme contemporain (la façon dont il cherche à se servir de moyens toujours plus généraux pour réaliser et imposer sa propre planification) ; on ignore totalement la réalité historique concrète dans laquelle le mouvement ouvrier doit vivre et combattre, la façon dont les capitalistes se servent actuellement des machines et de l'organisation.

Cette façon « objective » de considérer les nouvelles formes de la technique et de l'organisation donnent lieu à des déformations particulièrement graves quand on traite des prestations de travail dans l'usine moderne.

On insiste sur le fait que les fonctions sont moins morcelées, et que des tâches nouvelles apparaissent, plus unitaires : celles-ci feraient appel à la responsabilité, au pouvoir de décision, à une préparation technique polyvalente, etc. [19]. On isole ainsi les progrès techniques et les fonctions qui sont liées au « management » du contexte social concret dans lequel ils se produisent, la centralisation croissante du pouvoir capitaliste.

Ces progrès deviennent le support de catégories nouvelles de travailleurs (les techniciens, les « intellectuels de la production ») qui apporteraient de façon « naturelle » et comme par un reflet direct de leur propre profession la solution des contradictions qui opposent aux rapports de production les « caractéristiques et les exigences des forces de production » [20].

L'opposition des forces et des rapports de production est présentée ici comme un « disfonctionnement technique ».

C'est ainsi « par exemple qu'au moment où il s'agit de choisir la meilleure combinaison de facteurs de production déterminés, ils (ces travailleurs d'un genre nouveau) sont obligés d'écarter les solutions qui sont objectivement les meilleures et qu'ils pourraient désormais appliquer avec des méthodes toujours plus valables, pour respecter les limites fixées par les intérêts privés » [21].

Il est sûr que, de ce point de vue, « la faucille et le marteau ne symbolisent plus de nos jours le travail humain que sous forme d'idéal [22] » !

Tout ceci se reflète évidemment dans la façon de concevoir la lutte ouvrière, de se représenter les adversaires en présence. Les luttes actuelles montrent que les travailleurs des différents « niveaux » déterminés par l'organisation actuelle de la grande usine [23] se retrouvent pour présenter des requêtes portant sur la gestion.

C'est là une convergence réelle, fondée sur des facteurs objectifs qui tiennent justement à l' « emplacement » différent que l'on a attribué aux travailleurs dans le procès de production, au fait

qu'ils soutiennent des rapports différents avec la production et l'organisation, etc.

Mais on ne saisira jamais le trait spécifique de cette « recombinaison unitaire » si l'on manque ou si l'on refuse de voir le lien de l'élément technique et de l'élément politique d'organisation (du pouvoir) dans le procès de production capitaliste.

Le niveau de classe s'exprime non en termes de progrès mais en termes de ruptures : non comme la « révélation » de quelque rationalité occulte, cachée dans le procès moderne de production, mais comme la construction d'une rationalité radicalement neuve et qui s'oppose à la rationalité capitaliste.

En acquérant une conscience de classe comme ils le font à l'heure actuelle les ouvriers des grandes usines « n'expriment pas seulement l'exigence primaire d'une expansion de la personnalité dans le travail mais l'exigence structurellement motivée de gérer le pouvoir politique et économique de l'entreprise, et, à travers celle-ci, de toute la société » (Alquati) [24].

C'est pourquoi tout ce dont nous parlions plus haut et qui sert à caractériser « objectivement » les différentes couches de travailleurs dans le procès de production peut certainement aider les ouvriers à prendre collectivement conscience des implications politiques de la production. Mais ce qui se forme ainsi est une force unitaire de rupture, qui tend à investir tous les aspects de cet ensemble de technique d'organisation et de propriété qui constitue l'usine capitaliste actuelle.

Intégration et équilibre du système

En validant totalement les procès de rationalisation (considérés comme l'ensemble des techniques de production élaborées dans le cadre du capitalisme) on oublie que c'est précisément le « despotisme » capitaliste qui prend la forme de la rationalité technique.

Car le capitalisme ne s'empare pas seulement des machines mais des « méthodes », des techniques d'organisation, etc. ; il les intègre au capital, il les oppose aux ouvriers comme du capital, comme une rationalité étrangère. La « planification » capitaliste présuppose la planification du travail vivant ; plus elle tend à se présenter comme un système clos de lois parfaitement rationnelles, plus elle est abstraite et partielle, prête à ne servir qu'une organisation hiérarchisée.

C'est le contrôle, et non la rationalité, c'est le projet de pouvoir des producteurs associés et non la planification technique qui permet d'établir un rapport adéquat avec les procès techniques et économiques dans leur ensemble.

On peut en effet, en étudiant d'un point de vue « technique », pseudo-scientifique les nouveaux problèmes et les nouvelles contradictions dans l'usine capitaliste actuelle, trouver aux déséquilibres nouveaux qui viennent à se former des solutions toujours plus « avancées », sans toucher pour autant au cœur de l'aliénation ; on maintient au contraire l'équilibre du système.

Les idéologies sociologiques qui veulent organiser le capitalisme contemporain ont connu différentes phases, du taylorisme au fordisme et aux techniques d'intégration, *human ingeneering*, relations humaines, règles de la communication, etc [25].

Ces techniques ont pour but d'homologuer de façon toujours plus complexe et détaillée la

planification du travail vivant aux stades que les exigences de la planification de la production a peu à peu atteints avec l'accroissement continu du capital constant.

Les techniques d' « information » prennent évidemment, dans un tel cadre, toujours plus d'importance : elles sont destinées à neutraliser la protestation des ouvriers, qui procède directement du caractère totalitaire des procès d'aliénation dans la grande usine rationalisée.

L'analyse concrète se trouve évidemment devant des situations très différentes ; elle doit tenir compte de nombreux facteurs particuliers (inégalité du développement technique, diversité des orientations subjectives de la direction capitaliste, etc.) mais ce qu'il nous importe de souligner, ce sont ces marges indéfinies de concessions possibles (mieux, de stabilisation) que le capitalisme acquiert en se servant des techniques d' « information » pour manipuler les conduites ouvrières.

On ne peut déterminer à partir de quelle limite le capitalisme cesse de trouver dans l'« information » portant sur les procès globaux de production un facteur de stabilisation [26]. Ce qui est sûr, c'est que ces techniques tendent à restituer, dans la situation plus complexe de l'entreprise capitaliste contemporaine, cet « attrait » (satisfaction) du travail dont le Manifeste parlait déjà [27].

Que les techniques d'information et leur champ d'application s'élargissent tout comme la sphère des décisions techniques [28], cela rentre parfaitement dans la façon dont les capitalistes « caricaturent » la réglementation sociale de la production.

Il est donc nécessaire de souligner qu'on ne renverse pas le système en prenant conscience de produire et que la participation des travailleurs au plan « fonctionnel » du capitalisme est en soi un facteur d'intégration, d'aliénation, pour ainsi dire aux extrêmes limites du système.

Il est bien vrai que, en se développant, les « facteurs de stabilisation » du néo-capitalisme constituent une prémisse qui rend nécessaire le renversement total de l'ordre capitaliste.

La lutte ouvrière doit donc se présenter comme une opposition globale à tout le plan capitaliste ; l'élément essentiel est la conscience de l'unité dialectique des deux moments « technique » et « despotique » de l'organisation actuelle de la production. L'action révolutionnaire doit « comprendre » la rationalité technologique, non pour la reconnaître et l'exalter mais pour l'employer d'une façon nouvelle : en employant les machines dans un but socialiste [29].

Les salaires et l'esclavage politique

L'organisation moderne de la production fournit à la classe ouvrière toujours plus de possibilités « théoriques » de contrôler et de « diriger » la production ; mais, « pratiquement », la centralisation toujours plus stricte des décisions du pouvoir exaspère l'aliénation.

C'est pourquoi la lutte ouvrière, toute lutte ouvrière, tend à proposer une rupture politique du système.

On ne fait pas une telle rupture en comprenant les exigences « rationnelles » implicites des techniques nouvelles et la façon dont le capitalisme s'en sert, mais en leur opposant une collectivité ouvrière qui subordonne la production aux forces sociales.

Il n'a pas lieu d'affirmer qu'un progrès technique et économique continuera par delà le saut

révolutionnaire : l'action ouvrière met en question les fondements du système, sous tous ses aspects, dans toutes ses répercussions, et à quelque niveau que ce soit.

Les progrès technologiques sont manifestement liés au procès du capital, comme « succession toujours plus rapide d'inventions et de découvertes, (un) rendement du travail humain qui augmente de façon inouïe de jour en jour [30].

Mais si Engels en déduit la « scission de la société en une petite classe démesurément riche et une grande classe de salariés qui ne possèdent rien », Marx prévoit une augmentation du salaire non seulement nominal mais réel : « si... les entrées de l'ouvrier augmentent avec l'augmentation rapide du capital, on voit en même temps s'approfondir l'abîme social qui sépare l'ouvrier du capitaliste ; la domination que le capital exerce sur le travail augmente en même temps que la dépendance du travail par rapport au capital » [31]

Donc plus le capital augmente rapidement plus la situation matérielle de l'ouvrier s'améliore ; et plus le salaire se trouve lié à l'augmentation du capital, plus le rapport mouvant par lequel le travail dépend du capital est direct. Or : la situation sociale de l'ouvrier empire dans la mesure où sa situation réelle s'améliore, en approfondissant « l'abîme social qui le sépare du capitaliste » [32].

Le rapport immédiat du salaire et du capital fait que « la condition la plus favorable pour le travail salarié est d'augmenter le plus rapidement possible le capital productif » ; « (donc) plus la classe ouvrière augmente et grossit rapidement la force ennemie, la richesse qui lui est étrangère et qui la domine, plus sont favorables les conditions dans lesquelles il lui est permis de travailler à un nouvel accroissement de la richesse bourgeoise, à une augmentation du pouvoir capitaliste, satisfaite qu'elle est de forger elle-même les chaînes dorées par lesquelles la bourgeoisie la traîne derrière soi » [33].

Engels reconnaîtra d'ailleurs lui-même (dans la Critique du programme d'Erfurt) que le « système du travail salarié est un système d'esclavage, et d'un esclavage toujours plus dur dans la mesure où les forces sociales de production du travail se développent et cela que l'ouvrier soit payé plus ou moins » (c'est nous qui soulignons).

Lénine montre que cela apparaît clairement chez Marx : « Marx a admis la conception de l'accumulation élaborée par les classiques dans sa théorie ; il admet que plus la richesse augmente rapidement, plus les forces de production et la socialisation du travail se développent concrètement, et plus la situation de l'ouvrier s'améliore, dans la mesure tout au moins où cela est possible dans le système actuel de l'économie sociale » [34].

Marx exprime aussi ce même accroissement de l' « abîme social » qui sépare les ouvriers et les capitalistes sous la forme du salaire relatif et de sa diminution.

Mais ce concept implique une prise de conscience politique qui montrerait combien la « dépendance politique » s'aggrave au moment où les conditions matérielles s'améliorent et qu'augmente le salaire nominal et réel. Le fait que l'avènement du socialisme soit « inévitable » n'est pas de l'ordre du conflit matériel ; sur la base même du développement économique du capitalisme, il tient à ce que l'on ne tolère pas les différences sociales et implique donc une prise de conscience politique.

Mais c'est pourquoi justement les ouvriers, en renversant le système, nient l'organisation capitaliste en entier, et, en particulier, la technique, en tant qu'elle a partie liée avec la productivité.

La revendication « générale » d'une augmentation des salaires ne peut donc servir à briser, à dépasser le mécanisme des salaires et de la productivité. On agit évidemment dans ce sens en luttant contre l'inégalité des salaires, mais il n'est absolument pas dit que l'on réussira ainsi à briser le système ; une telle revendication garantira tout au plus des « chaînes plus dorées » à toute la classe ouvrière.

Ce n'est qu'en remontant jusqu'aux racines même des processus d'aliénation, en montrant clairement comment les ouvriers dépendent politiquement toujours plus du capital que l'on pourra donner lieu à une action de classe vraiment générale [35].

En d'autres termes la force d'insoumission de la classe ouvrière, son pouvoir révolutionnaire, se montrent potentiellement plus forts là où le capitalisme est justement en plein essor, là où en écrasant le travail vivant, l'augmentation du capital constant et la croissance de la rationalité qu'on y a mise posent immédiatement à la classe ouvrière la question de son esclavage politique.

Le mouvement par lequel le plan a toujours plus d'emprise sur les procès sociaux « globaux » qui lui sont extérieurs, en particulier au niveau de l'entreprise, entre d'ailleurs dans la logique pour ainsi dire élémentaire de l'expansion capitaliste.

Marx, on le sait, a insisté à plusieurs reprises sur la prolifération des racines de la puissance capitaliste : à la limite, la division du travail dans l'usine tend à coïncider avec la division sociale du travail, et il ne faut naturellement pas comprendre cela dans un sens purement économique.

Consommation et temps libre

L'« objectivisme » accepte la « rationalité » capitaliste qui s'exerce dans l'usine ; il sous-estime la lutte dans les structures et les points en expansion, et souligne au contraire l'action qui s'exerce dans la sphère extérieure des salaires et de la consommation.

On surestime alors le pouvoir de l'action au niveau de l'Etat, en recherchant une « dialectique » plus élevée, dans le cadre du système, entre le capital et le travail ; on sépare d'autre part le moment syndical et le moment politique, etc.

C'est ainsi qu'on finit par retrouver dans les débats les plus sérieux et les plus « à jour » (qui à l'heure actuelle, en Italie, ont surtout lieu à l'intérieur du syndicat de classe), et sous des formes plus critiques, plus modernes, la simple confirmation des vieilles tendances « démocratiques » de la lutte ouvrière.

Tout le travail de recherche de l'action syndicale, tout son effort pour suivre de façon adéquate les modes d'expansion du capital risquent de déboucher sur la ratification pure et simple de positions anciennes, enrichies d'un contenu nouveau mais toujours mystifiées.

On « définit ainsi l'action autonome des grandes masses à partir des choix patronaux et non a priori » [36].

Au moment où les procès intrinsèques de l'accumulation capitaliste sont déterminés de façon

toujours plus « globale » à l'intérieur et à l'extérieur, au niveau de l'entreprise et au niveau de la société, les différentes positions qui réapparaissent sur une base keynésienne et jusqu'au sein du mouvement ouvrier sont de véritables idéologies, le reflet de l'expansion néocapitaliste.

L'avertissement formulé par Marx contre de telles idéologies est ici plus valable que jamais : « La sphère de la circulation ou de l'échange des marchandises dans laquelle se réalisent la vente et l'achat de la force de travail est en fait un véritable Eden des droits innés de l'homme. »

Ce n'est pas pour rien que ces idéologues opposent des consommations « honnêtes » aux consommations « imposées » par le capitalisme ; la classe ouvrière devrait proposer de telles consommations ; et l'augmentation générale des salaires, c'est-à-dire la confirmation de l'esclavage capitaliste, est présentée comme une revendication du travailleur qui, en tant que « personne humaine » demande (à l'intérieur du système 1) de pouvoir faire reconnaître et affirmer sa « dignité » [37].

La revendication des « besoins essentiels » (culture, santé) qui se dresse contre l'échelle de consommations imposées par le capitalisme ou le néocapitalisme n'a elle-même aucun sens si on admet la rationalisation capitaliste et tant que les ouvriers ne demandent pas de jouer un rôle de contrôle et de gestion dans la sphère de la production [38].

Il est significatif que les positions révisionnistes se réclament, en la déformant, de la conception marxienne du temps libre, de son rapport avec la journée de travail et de la place qu'on lui attribuera dans une société communiste.

On part d'une interprétation « économiste » et on identifie la liberté communiste avec un accroissement du temps libre sur la base d'une planification « objective » croissante qui rationalise la production [39].

Or, pour Marx, le temps libre, le temps « pour la liberté d'une activité mentale et sociale des individus » ne coïncide absolument pas avec la réduction pure et simple de la journée de travail. Car il présuppose la transformation radicale des conditions du travail humain, l'abolition du travail salarié, la « réglementation sociale du travail ».

Il présuppose donc la destruction du rapport capitaliste / despotisme / rationalité et vise une société administrée par des producteurs libres, dans laquelle on ne produit plus pour produire, et où l'établissement d'un programme, le plan, la rationalité, la technologie, sont soumis au contrôle permanent des forces sociales ; c'est ainsi et seulement ainsi que le travail peut devenir le « premier besoin de l'homme ».

Si la lutte de classe vise le progrès social, en voulant dépasser la division du travail, ce n'est pas parce qu'elle accomplit un saut dans le règne du « temps libre » mais parce qu'elle conquiert la suprématie des forces sociales dans la sphère de la production.

Le « développement total » de l'homme, de ses capacités physiques et intellectuelles (que tant de critiques « humanistes » se plaisent à réclamer) n'est qu'une mystification tant qu'on en fait une « jouissance du temps libre », une possibilité abstraite de changement, etc., et qu'on le coupe du rapport de l'homme et de la production, de l'effort du travailleur pour redevenir maître du produit et

du contenu de son travail, dans une société de libres-producteurs associés [40].

Le contrôle ouvrier dans une perspective révolutionnaire
Les « nouvelles » revendications ouvrières qui caractérisent les luttes syndicales n'ont pas immédiatement une portée politique révolutionnaire et n'impliquent pas que des développements pourraient automatiquement avoir lieu dans ce sens.

Mais elles ne s'« adaptent » pas simplement à la technique et à l'organisation de l'usine moderne, comme on le fait en réglant la question des rapports de travail en général au niveau de l'État. Elles donnent des indications qui pourraient influencer la lutte ouvrière en général et sa valeur politique, sans se ramener au simple relevé ou à la « somme » des revendications aussi différentes et avancées soient-elles comparées aux objectifs traditionnels.

En discutant des temps et des rythmes de travail, des méthodes, du rapport du salaire et de la productivité, on s'oppose au capital de l'intérieur même du mécanisme de l'accumulation et au niveau de ses « facteurs de stabilisation ».

En avançant par les luttes menées dans les entreprises les plus fortes, qui sont à la pointe du capitalisme, elles confirment que ce sont des revendications d'avant-garde, qu'elles ont une portée de rupture. On ne peut les utiliser dans le but restreint d'une augmentation de salaires sans perdre ce qui fait leur valeur : la recherche d'une unité neuve, plus vaste, de l'action de classe, sans courir le risque de tomber dans cela même qu'on voudrait éviter : les situations closes, ne dépassant pas le cadre de l'entreprise, le refus des éléments dynamiques de l'action politique. Nous suggérons de prendre ici comme ligne directrice d'une action objectivement valable l'effort pour renforcer et étendre les exigences concernant la gestion.

Car on ne demande pas par là une simple participation théorique : on veut intervenir dans le rapport concret de rationalisation de la hiérarchie et du pouvoir, et on dépasse le cadre de l'entreprise pour se tourner contre le despotisme que le capital projette et exerce sur toute la société à tous ses niveaux. On veut un renversement total du système par la prise de conscience générale et la lutte de la classe ouvrière comme telle.

Nous retenons pour notre part qu'une telle ligne d'action peut pratiquement et immédiatement s'exprimer à travers la revendication d'un contrôle ouvrier.

Quelques éclaircissements sont cependant nécessaires : car on peut trouver de nos jours que l'expression de « contrôle ouvrier » est équivoque ; on peut l'assimiler à une proposition « centriste » atténuant les exigences révolutionnaires proposées par la lutte, conciliant ces exigences avec la ligne nationale parlementaire et démocratique traditionnelle.

Et on a souvent employé cette formule dans ce sens. Parler de contrôle ouvrier est, par exemple, velléitaire et ambigu quand on entend par là qu'on continue et qu'on reprend la conception et l'expérience des Conseils de gestion.

Là, toute exigence de contrôle authentique était annulée, subordonnée à l'élément « collaborationniste » lié aux idéologies de reconstruction nationale et à une subordination du mouvement réel par le niveau institutionnel électoral. On peut voir la même ambiguïté réapparaître

quand on fait du contrôle ouvrier une alternative « tolérable », une « correction » à l' « extrémisme » de l'autogestion ouvrière.

Le contrôle ouvrier n'échappe à la mystification que s'il se donne pour but la rupture révolutionnaire et l'autogestion socialiste. Il comble alors le fossé qui sépare à l'heure actuelle les revendications ouvrières (même très avancées au niveau de l'entreprise) et les perspectives stratégiques. Il indique donc ou mieux il peut indiquer, en une version non mystifiée, une politique immédiate et qui n'est pas celle des partis de classe.

Le contrôle ouvrier est considéré ici comme un moyen d'accélérer la lutte de classe générale : c'est un moyen politique qui permettra, sans trop attendre, des ruptures révolutionnaires. Loin de remplacer le pouvoir politique, le contrôle ouvrier constituerait la phase la plus forte de la pression exercée sur le pouvoir capitaliste (car il menace explicitement le système en ses fondements). Il faut donc le considérer comme un élément qui prépare le « dualisme de pouvoir » dans la ligne d'une conquête politique totale.

Il est inutile d'insister ici sur les motifs qui mènent à proposer actuellement le contrôle ouvrier comme but politique général. Ce qui importe surtout, c'est qu'on ne fasse pas de la polémique contre les formules un alibi pour fuir le problème politique général imposé par les luttes ouvrières.

Et que l'on travaille concrètement à reconstruire, à partir d'elles, une perspective politique nouvelle, en protégeant l'action ouvrière de la déchéance « syndicale » et en l'aidant à ne pas être réenglobée dans le développement capitaliste.

Notes:

[1] *Le Capital*, Éditions Sociales, t. 1, 2, chap. XVIII, « La coopération ».

[2] *Le Capital*, op. cit., p. 25.

[3] *Le Capital*, op. cit., p. 50.

[4] Op. cit., p. 57.

[5] Op. cit., p. 57.

[6] Op. cit., p. 105.

[7] Op. cit., p. 102.

[8] Op. cit., p. 105.

[9] Op. cit., p. 86.

[10] Op. cit., p. 105.

[11] Op. cit., p. 24.

[12] Op. cit., p. 106.

[13] Nous renvoyons aux premiers documents du « revirement » du syndicat, qui continue à orienter de nos jours encore le débat : « Les travailleurs et le progrès technique », Actes de la Rencontre organisée à l'Institut Antonio Gramsci à Rome, 29 et 30 juin, 1er juillet 1956, sur le thème : « Les

transformations techniques et organisationnelles et les modifications du rapport de travail dans les usines italiennes » ; Silvio Leonardi, Progrès technique et rapports de travail, Turin, 1957.

[14] Op. cit., p. 93 ; cf. aussi pp. 35, 46, 55, 59.

[15] Op. cit., p. 48.

[16] Op. cit., p. 50. « Un simple retard, une absence, ou même une simple diminution de la production chez un seul ouvrier peuvent avoir des répercussions sur toute une chaîne de machines. n (p. 50 et suivantes.)

[17] Op. cit., p. 50-51.

[18] Op. cit., p. 52.

[19] Op. cit., p. 55-56.

[20] Op. cit., p. 82. A propos de l'aliénation totale des intellectuels de la production, voir inversement les observations pertinentes et fines de P. Tagliacozzi dans son article sur la « condition de l'employeur dans l'industrie moderne » in Sindacato moderno, n° 1, février-mars 1961, p. 53 et suivantes.

[21] Leonardi, art. cit., p. 81-82.

[22] Idem, p. 67.

[23] Q .R., n° 1, article d'Alquati.

[24] Alquati, art. cit.

[25] Cf. Nora Mitrani, « Ambiguïté de la technocratie », Cahiers internationaux de sociologie, vol. XXX, 1961, p. 111.

[26] Franco Momigliani remarque ainsi que « non contente d'éloigner toujours plus les ouvriers de toute participation à l'élaboration du plan rationnel de production, l'usine moderne demande aux ouvriers soumis à cette rationalité nouvelle d'incarner en même temps le 'moment de l' « irrationnel », correspondant à la vieille philosophie empirique des compromis. Ainsi, paradoxalement, exploite-t-on la résistance ouvrière elle-même d'une façon rationnelle. » Cf. « Le syndicat dans l'usine moderne », Passato e presente, n°15, mai-juin 1960, p. 20-21.

[27] L'emploi intensif des machines et la division du travail enlèvent toute indépendance, partant tout attrait, au travail des prolétaires. Celui-ci n'est plus dès lors qu'un simple accessoire de la machine.

[28] Seymour Melman, Decision making and Productivity, Oxford, 1958. Dans ce livre d'une grande importance, l'auteur étudie comment la nécessité d'une participation ouvrière « démocratique » se fait sentir dans une administration capitaliste.

[29] Les recherches économiques et techniques récentes en U.R.S.S. présentent un caractère ambigu. Revendiquer la recherche comme moment autonome va sans nul doute à l'encontre des formes brutes de volontarisme qui se sont manifestées dans une planification de type stalinien ;

mais l'élaboration de procès « rationnels » qui seraient indépendants du contrôle social de la production semble plutôt indiquer (dès maintenant ? ou sous la forme d'une possibilité future ?) de nouveaux avatars des vieux procès de bureaucratisation.

Il ne faut cependant pas perdre de vue ce qui différencie la planification soviétique du plan capitaliste. L'élément autoritaire, despotique, de l'organisation de la production, naît au cœur des rapports capitalistes, et survit dans les économies planifiées de type bureaucratique. Par rapport à la classe ouvrière, les bureaucraties ne peuvent pas seulement en appeler à la rationalité objective, mais à la classe ouvrière elle-même.

Quand la propriété s'effondre, on peut dire que l'organisation bureaucratique perd le fondement qui lui est propre. C'est pourquoi en U.R.S.S. et dans les Démocraties populaires, les contradictions se présentent de façon différente, et c'est pourquoi le despotisme y est précaire, non organique. Ce qui ne l'empêche pas de se manifester aussi crûment que dans les sociétés capitalistes. Cf. à ce propos les observations-clé de Rodolfo Morandi dans « Analyse de l'économie réglementée » (1942), « Critères d'organisation pour une économie collective » (1944), réimprimés dans *Lotta di popolo*, Turin, 1958.

Exclure l'élément de la propriété et ne considérer que l'élément de l'autorité et de la bureaucratie en soi, ou l'aliénation technique, ou les deux à la fois, tels sont, on le sait, les traits caractéristiques de toute une littérature néo-capitaliste et réformiste dont le sort est désormais réglé.

[30] Friedrich Engels, Introduction à Travail salarié et capital, de Marx.

[31] Idem. [32] Idem. [33] Idem.

[34] Lénine, Caractéristiques du romantisme économique, Œuvres, vol. II.

[35] Voir le débat actuel, avec des articles de Caravini, Tato, Napoleoni, etc.

[36] Cf. Ruggero Spesso, « Le pouvoir des travailleurs dans le cadre du contrat et la « rationalisation » des monopoles » (il potere contrattuale dei lavoratori e la « razionalizzazione » del monopolio) in *Politica e Economia*, nov. 1960, p. 10.

Il faudrait faire une place à part aux positions adoptées par Franco Momigliano. Celui-ci rappelle avec raison que le Syndicat doit chercher avant tout « les moyens d'organiser et de rationaliser le monde moderne ». « C'est la condition sine qua non de tout effort pour élaborer une compétition efficiente et conquérir l'hégémonie de la classe ouvrière » (art. cit. p. 2029).

Et il insiste à plusieurs reprises sur le fait que, par cette voie, la classe ouvrière doit retrouver sa pleine et réelle autonomie par rapport au capital. Mais on voit mal comment il peut concilier ces thèses et ces impératifs avec la reconnaissance d'« un terrain institutionnel propre au Syndicat », qui l'amène à refuser à cette même action syndicale toute orientation tendant à rompre avec le système.

Voir F. Momigliano, « Struttura delle retribuzioni e funzioni del Sindacato » (structure des rétributions et fonctions syndicales) in *Problemi del socialismo*, juin 1961, p. 633, ainsi que : « Una tematica sindacale moderna » in *Passato e Presente*, n° 13, janvier-février 1960, et le Rapport qu'il a

présenté au Congrès sur le Progrès technologique et la société italienne, Milan, juin 1960 : « Travailleurs et syndicats devant la transformation du procès de production dans l'industrie italienne ».

[37] Cf. Antonio Tato, « Organiser la structure des rétributions en fonction de la logique et des buts du syndicat » (Ordinare la struttura della retribuzione secondo la logica e i fini del sindacato) in *Politica e Economia*, février-mars 1961, p. 11-23. Tous les chercheurs marxistes soulignent, on le sait, les progrès de l'incidence sociale immédiate de la sphère de production. Voir par exemple, chez Paul M. Sweezy : « La théorie de l'expansion capitaliste », un exposé encore valable de nos jours.

Sweezy rappelle ce passage de Rosa Luxembourg dans *Réforme ou Révolution ?* : « Le contrôle social... n'a rien à voir avec la limitation de la propriété capitaliste ; tout au contraire, il protège cette propriété. Ou bien, en termes économiques, disons que, loin d'attaquer l'exploitation capitaliste, il la normalise et la règle. »

[38] Cf. *Capital*, I, La législation anglaise et la limitation de la journée de travail.

[39] Cf. Spesso, cit. : « Espérer... un accroissement de la consommation culturelle n'a pas de sens si l'on n'envisage ensuite que l'individu s'en serve pour ce qui constitue à proprement parler son activité créatrice dans son travail... Le pouvoir de consommation d'un individu est lui-même fonction de sa position dans le procès de production... Les « besoins essentiels » (culture, santé, etc.) naissent, se précisent, s'affirment dans le refus des work rules, quand les ouvriers prennent conscience du sens et du rôle du travail. »

Parmi les idéologies courantes, l'une des plus ridicules et des plus répandues est bien celle qui représente l'aliénation dans le néocapitalisme comme une aliénation du consommateur.

[40] Cf. Paul Cardan, « Capitalismo e Socialismo » in *Quaderni di unita proletaria*, n° 3. Remarquons cependant que l'interprétation de Cardan sert ici à exprimer, par rapport au marxisme, un point de vue révolutionnaire. Les idéologies soviétiques présentent couramment la société communiste comme une société d'« abondance » des biens (même si ces biens ne sont pas seulement matériels) et de « loisirs ».

Il apparaît clairement qu'une telle idéologie prend naissance dans le refus de toute régulation sociale effective du procès de travail. Les illusions « technologiques » viennent de nos jours au secours de ces idéologies. Pour Strumilin, par exemple, « les fonctions directrices du procès de production » ne font qu'un avec le contrôle « technique », avec le contenu intellectuel du travail le plus élevé », rendu lui-même possible par les progrès de la technique, avec ses miraculeux mécanismes automatiques et les machines électroniques « pensantes ». (Cf. *Sur la voie du communisme*, Moscou, 1959). Ainsi, l'automation permettrait une vraie société « d'abondance », de consommateurs de « temps libre » ! (voir supra note 30).

Un exemple typique de cette déformation des thèses de Marx nous est donné par G. Friedmann (Où va le travail humain ?), selon lequel l'ouvrier se réempare du produit et du contenu de son travail lui-même grâce au contrôle psycho-physiologique du travail » !